

DREAL Pays de la Loire
Service SCTE,
Mme Valérie DUBOURG-GOURTNER

Meyreuil, le 31 août 2023

Objet : Réponse demande pièces complémentaires, exonération cas par cas
(Réf : 2023-6849)

Madame,

À la suite de votre courrier de demande de pièces complémentaires du 29 mars 2023 concernant notre demande d'exonération au cas par cas, vous trouverez nos réponses en pièces jointes et ci-dessous.

La demande de pièces complémentaires se résume à :

- 1) Modification ICPE ;
 - 2) Rubrique 47b : « premier boisement » ;
 - 3) La demande au cas par cas doit être présentée par la société et par l'exploitant ;
 - 4) Rubrique 3.1 : clause filet
 - 5) Rubrique 4.1 : Raccordement et local technique
 - 6) Rubrique 4.3.1 : Intervention des techniciens dans la zone d'élevage
 - 7) Rubrique 4.6 : Coordonnées géographie
 - 8) Rubrique 6.5 : Analyse des zones à impact, évitement
 - 9) Rubrique 5 : Zone humide (référence SIG) et NATURA 2000
 - 10) Sens d'écoulement des eaux
 - 11) Plan de coupe
-
- 1) Le site d'élevage de M. BOUCHEREAU est en déclaration ICPE ; le numéro de preuve de dépôt ICPE est le A-2-NABY9FR4D.

Le projet d'implantation d'abris à volailles mené par NOVAFRANCE Energy viendra équiper les parcours à volailles de M. BOUCHEREAU dans le but d'optimiser le bien-être de ses volailles, conformément aux directives européennes et françaises sur le bien-être animal. Notre projet ne consiste donc pas en la création de nouveaux bâtiments d'élevage. Les abris à volailles ne changeront en rien son statut ICPE puisque la mise en place d'abris à volailles n'impacte pas la taille de son cheptel : l'exploitation est donc toujours classée au régime de la déclaration des ICPE.

Une fois la réception de l'exonération d'étude d'impact, un porter à connaissances pour la mise en place des abris sera envoyé à la préfecture du Maine et Loire.
 - 2) Sur cette demande, notre projet n'est pas soumis à cette rubrique car la notion de mise en place de « premier boisement » d'un terrain d'assiette est de 300 à 500 arbres par hectare. Or, notre projet consiste en la mise en place d'agroforesterie sur 5 hectares, avec

un total de plantations de 21 arbres, ainsi que 297 mètres de haie en sortie de trappes et en périphérie du site. La densité de nos plantations ne peut donc pas être assimilée à la création d'un boisement de par la très faible densité des plantations.

- 3) L'élevage étant seulement classé « déclaration » à l'ICPE, le site ne relève pas du champ d'application de l'évaluation environnementale et cette nouvelle demande conduit à créer un projet global relevant du champ d'application de l'évaluation environnementale.

La demande d'examen au cas par cas devrait alors porter sur le nouveau projet global. Nous insistons sur l'absence initiale de prescriptions environnementales sévères sur ce site car seulement en « déclaration » ICPE.

De ce fait, d'après nos conseils (avocats Kalliopé) le régime juridique vis-à-vis de la législation ICPE applicable aux sites d'élevage intéressés par notre projet d'abris à volailles étant seulement classé « déclaration » ICPE, l'exploitant n'a pas lieu de co-porter le projet.

De plus, selon l'article L. 122-1 du code de l'environnement, la demande au cas par cas doit être effectuée par le maître d'ouvrage, c'est-à-dire l'auteur de la future demande de permis de construire relative aux abris à volailles (NOVAFRANCE Energy). L'exploitant de l'élevage nous loue les parcelles nécessaires à ces abris et son élevage en bénéficiera mais il n'assumera pas les obligations et responsabilités liées à leur construction et leur exploitation-maintenance de sorte qu'il ne sera pas cotitulaire du permis de construire et qu'en conséquence, il n'a pas à se joindre à notre demande d'examen au cas par cas dès lors que la législation ne l'impose pas.

- 4) Modification effectuée sur le CERFA.
- 5) La finalité de la production électrique du site sera en revente totale directement sur le réseau. Concernant les points de raccordements, plus précisément les points de livraisons aussi appelés coffrets AGCP, leurs dimensions sont de 40 cm par 80 cm au maximum (soit 0.32m²). Les tranchées sont standards et respectent la norme NF C15-100, soit une dimension des tranchées pouvant aller de 0.25m à 1m de largeur et 0.8m à 1m de profondeur en fonction du nombre de câbles dans celle-ci. Bien entendu nous faisons au mieux pour réunir les câbles afin de réaliser le moins de tranchées possible.

Pour ce qui est de la gestion du raccordement externe, la législation nous impose de détenir une autorisation d'urbanisme pour solliciter le gestionnaire de réseaux (ENEDIS) dans le but d'obtenir une proposition technique et financière (PTF) sur la solution de raccordement réalisable. Ce n'est donc qu'une fois le permis de construire accordé que nous pourrions effectuer la demande de raccordement. Nous ne pouvons donc pas vous communiquer d'éléments fiables à ce stade du projet. Cependant, il nous paraît utile de préciser que le projet n'est économiquement pas compatible avec une solution de raccordement sollicitant la mise en œuvre d'une nouvelle liaison au poste source ENEDIS. 100% de nos projets sont, à ce jour, réalisés avec une utilisation du réseau existant le plus proche. L'ensemble de l'énergie générée par nos projets est revendu en totalité au gestionnaire du réseau.

Vous verrez sur le plan, l'estimation de la solution ENEDIS que nous projetons pour le raccordement sur le poste transformateur le plus proche (Cf. Plan de masse Raccordement).

- 6) Une erreur d'affichage est survenue, le CERFA a été mis à jour, vous pouvez consulter la rubrique 4.3.1.

Pour affiner sur les demandes non présentes sur le CERFA :

- A la vue de l'évolution du marché photovoltaïque les panneaux ne sont actuellement pas figés, mais nous savons que les panneaux retenus auront une puissance estimée de 400 Wc environ pour une dimension estimée de 2m x 1m.
- En fonction de l'étude de sol et des fondations retenues, pelles mécaniques (fondation béton) ou foreuse (fondation pieu).
- La citerne est rattachée au projet pour la défense incendie, lors de la demande du permis de construire au service instructeur.
- D'ici 2 ans en fonction des avancées et autorisations administratives, à savoir que les travaux se privilégient dans les phases de vide sanitaire pour les élevages.

- 7) Modification sur le CERFA.

- 8) Le plan d'implantation des abris à volailles réalisé par NOVAFRANCE Energy, en étroite collaboration avec les besoins de l'éleveur, intègre la prise en compte des zones sensibles (zones humides, zone NATURA 2000). NOVAFRANCE Energy s'assure systématiquement du fait que son plan d'implantation évite ces zones protégées. Ce plan d'implantation des abris est aussi réalisé en prenant en compte les règlements d'urbanisme des communes (PLU, RNU ou carte communale). Dans le cadre de ce projet, nous devons retirer 21 arbres. Pour compenser, 21 arbres vont être implantés en plus des nombreuses haies prévues en sortie de trappes et en périphéries du parcours (Cf. Plan de masse situation avant/après).

Concernant la limitation de la pollution des eaux : les eaux pluviales tombant sur la toiture photovoltaïque, en cas de forte pluie, transitent directement par les gouttières, pour ensuite être récoltées dans le puits perdu. Ces eaux sont totalement indépendantes des déjections de surface, des macropolluants et des micropolluants.

L'objet de l'aménagement des parcours est de faciliter l'occupation de la totalité du parcours, sans augmenter les effectifs. Ces déjections sont ainsi mieux réparties, tout en sachant que la majorité de ces déjections sont présentes dans la litière de l'élevage (dans le bâtiment). La mise en place de pics anti-perchage est également intégrée au concept afin d'empêcher les oiseaux migrateurs / prédateurs aériens de se poser et donc limiter les attaques et risques de contaminations. Ces systèmes de pics ont montré leur totale efficacité sur nos premières constructions, réalisées en avril 2021.

- 9) Les différentes zones humides présentes autour du projet ont été récupérées sur le site SIG et remis à l'échelle par nos soins sur nos plans (Cf. Plan de masse zones humides). On peut donc voir sur le plan fourni en annexe du dossier que notre projet n'est pas présent dans une zone humide confirmée. Aucune étude à ce jour ne démontre qu'à cet endroit précis une zone humide n'est présente. Or une fois le permis accordé NOVAFRANCE Energy s'engage à réaliser une étude de sol avant toutes constructions. Cette étude détermine la nature du sol (sableux, limoneux, argileux, humide...). C'est donc

NOVAFRANCE Energy

Arteparc de Bachasson – Bât C – Rue de la carrière de Bachasson, 13590 MEYREUIL

SAS au capital de 267 875€ - SIREN 752 075 713

Tél. : 04.86.91.49.01 ; Mail : contactpc@novafranceenergy.com ; Site web : www.novafranceenergy.fr

après résultat de l'étude que toutes les précautions seront respectées pour éviter le moindre désagrément sur le terrain. En ce qui concerne les fondations des abris, nous privilégions des pieux vissés ou battus, ce qui limite l'utilisation de béton (90% de nos fondations). Concernant la phase chantier et les zones potentiellement humides sur le site : la durée des travaux est estimée à environ 1 mois. Cette phase se déroulera pendant la période de vide sanitaire des poulaillers. Durant cette période, les engins nécessaires seront munis de chenilles afin d'augmenter la surface de contact avec le sol, réduisant ainsi le risque d'embourbement et la formation d'ornières. Les câbles pour le raccordement électrique seront gainés et placés dans des fourreaux afin de les isoler totalement du sol. Ils seront ensuite regroupés dans les mêmes tranchées, à environ 1 m de profondeur. En effet, quand cela est possible, nous privilégions le rassemblement des câbles dans les mêmes tranchées afin de réduire l'impact sur le terrain naturel. De plus, aucune terre ne sera évacuée ou acheminée sur le site : une fois les câbles au fond des tranchées, ces dernières seront rebouchées avec la même terre.

La distance à la zone NATURA 2000 la plus proche est de 9 800 mètres il s'agit de la zone NATURA 2000 dit de « Vallée de la Loire de Nantes aux Ponts-de-Cé et ses annexes » (Cf. Plan Natura 2000). La mise à jour sur le CERFA est également faite en page 7.

- 10) La pente moyenne est de -5.2% du nord au sud. L'écoulement des eaux de ruissellement se fait donc du nord vers le sud, à savoir qu'un cours d'eau est présent au sud du site (Cf. Topographie du projet). Aucune pente de l'ouest à l'est.
- 11) Un plan de coupe altimétrique a été réalisé avec report des installations, Cf. Plan de masse coupe altimétrique-installations. Les courbes de niveau du terrain sont également présentées en pièces jointes.

En espérant que vous donnerez une suite favorable à notre demande de cas par cas,

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de notre considération distinguée.



Mr Yves Le Bel

contactpc@novafranceenergy.com

Pièces jointes :

- CERFA 14734-04
- Récépissé de la modification de l'ICPE
- Plan de masse [Situation avant/après]
- Plan de masse [Raccordement]
- Plan de masse [zones humides]
- Plan Natura 2000
- Topographie du projet
- Plan de masse [coupe altimétrique-installations]
- Plan de masse [courbes de niveau]

NOVAFRANCE Energy

Arteparc de Bachasson – Bât C – Rue de la carrière de Bachasson, 13590 MEYREUIL

SAS au capital de 267 875€ - SIREN 752 075 713

Tél. : 04.86.91.49.01 ; Mail : contactpc@novafranceenergy.com ; Site web : www.novafranceenergy.fr